

# Dispositif d'épidémiosurveillance

Evaluation régionale et nationale

Plan d'action DGAL

*Bertrand HUGUET*  
*DRIAAF - SRAL*

Connaissance de l'état sanitaire du territoire  
indispensable au raisonnement des pratiques phytosanitaires

Contribution au suivi des organismes nuisibles  
réglementés à l'exportation

Contribution à la détection des organismes réglementés  
(quarantaine) et émergents

## Réseaux d'observation

Réseaux opérationnels rapidement et efficaces

Réseaux bien structurés notamment pour les filières spécialisées

Des marges de progrès pour les grandes cultures :

- \* toutes les structures observatrices ne s'impliquent pas au même niveau
- \* encore beaucoup de parcelles irrégulièrement suivies (coopératives)
- \* le nord de la région est moins couvert

**Un dispositif qui reste fragile (financement)**

## Bulletins de Santé du Végétal

Bulletins riches en matière de diversité d'organismes nuisibles suivis

Situations sanitaires bien décrites

Analyses de risque qui peuvent encore être affinées  
et mieux mises en valeur

Diffusion déjà large – A amplifier





Evaluation par cabinets de consultants pour le compte de l'ONEMA de sept 2011 à mars 2012

8 régions

242 agriculteurs – 115 conseillers

Synthèse réalisée par le pdt du comité d'évaluation en mai 2012 (CGAAER)

Présentation au CNE du 22 juin 2012

## Conclusions sur le fonctionnement des réseaux

Réussite de la mise en place du nouveau dispositif

La gouvernance à deux niveaux (national et régional) a permis un déploiement rapide et souple

Bonne organisation régionale de la surveillance avec des nuances locales

*Bonne adhésion des acteurs mais avec des motivations différentes*

*Maillage de parcelles insuffisants*

Challenge de fidéliser les partenaires

Points à régler sur les modèles, les données météo

## Conclusions sur le BSV

Le Bulletin de santé du végétal a rapidement acquis une bonne notoriété via une large diffusion

Il est complémentaire des autres sources d'information, et une motivation pour observer ses parcelles à risque

Il suscite des attentes (méthodes alternatives, infos réglementaires)

L'utilisation réelle dans le conseil ou par les producteurs reste mal connue

## Conclusions générales

Le dispositif répond aux objectifs du plan Ecophyto mais la première phase, consacrée logiquement aux aspects opérationnels, n'a pas permis :

- d'encourager pleinement des pratiques alternatives à l'usage des produits phytosanitaires,
- ni de prendre en compte leurs utilisations majeures telles l'emploi des herbicides (plus de 40 % des produits utilisés en France).

Recommandations



Plan d'action DGAL  
présenté au CNE du 21 septembre 2012



## RENFORCEMENT DU PILOTAGE NATIONAL

- Organisation régulière de réunions techniques nationales animateurs filières
- Mise en place de la base de données nationale EPIPHYT
- Travail sur l'harmonisation des seuils
- Révision des modalités de répartition du financement entre les régions

## RENFORCEMENT DE L'IMPLICATION DES AGRICULTEURS

Augmenter le nombre d'agriculteurs observateurs



## SUIVI DES ADVENTICES

Mise en place d'un groupe de travail (Instituts, recherche, MAAF, MEDDE)

2 ou 3 régions pilotes

## PROMOTION DES METHODES ALTERNATIVES

Diffusion de notes nationales accompagnant les BSV

## CARACTERISATION DU LIEN ENTRE BSV ET CONSEIL

Analyse des bulletins techniques de conseil par rapport au BSV

(référence au BSV, nuances dans les analyses de risque)

